

rais concevoir une défense des États-Unis ou du Canada qui ne s'étendrait pas au continent tout entier. C'est, à mon sens, la raison même de l'institution de NORAD. Le fait que les États-Unis doivent utiliser notre espace aérien, qu'ils doivent pouvoir exercer un certain contrôle sur les installations de radar et de communications dans notre pays, est inhérent à l'ensemble de leur réseau de défense. Et, pour dire comme vous, que nous les voulions ici ou non, ils seraient présents quand même s'ils jugeaient que c'est indispensable à leur sécurité.

N'est-il donc pas préférable que nous les ayons ici avec notre consentement? Non seulement cela, mais il me semble que les États-Unis se sont montrés plus que généreux pour le Canada puisque nous avons un très important droit de regard sur ce qui se passe dans NORAD. L'un de nos officiers supérieurs en est alternativement ou chef ou sous-chef. Il me semble qu'ils ont été extrêmement généreux, car notre contribution à la défense de l'Amérique du Nord n'est pratiquement rien comparativement à ce que les États-Unis font à cet égard. Malgré cela, ils ont traité le Canada comme partenaire à part entière ou presque.

Ne croyez-vous pas que cette situation soit plus heureuse pour nous que si nous disions «Allez-y seuls, car nous savons bien que vous veillerez quand même sur nous, mais n'ayez pas l'audace de venir occuper notre espace aérien»? Une telle attitude ne crée-t-elle pas de nouvelles difficultés et de la tension?

**Le professeur Brecher:** Il est bien difficile de répondre à ce genre de remarques qui, à mon sens, nous font vraiment pénétrer dans un domaine pour ainsi dire de foi et d'interprétation des intentions des États-Unis, ainsi que des aspirations canadiennes en matière de politique étrangère.

Je suis presque en total désaccord sur tout ce que vous avez dit de la générosité américaine à l'égard du Canada et de l'égalité de notre pays dans les relations de NORAD. L'histoire me dit que les grandes puissances ne sont jamais vraiment généreuses au-delà du point où cette générosité coïncide avec leurs intérêts.

Le mot générosité ne saurait être appliqué, selon moi, à la politique internationale ou aux relations avec les États, sauf s'il cadre avec leurs intérêts. Il peut y avoir un commandant canadien en second à NORAD mais j'ose affirmer—je prends un cas extrême—que, si le gouvernement canadien n'accordait pas sa coopération dans une situation où SAC croit

qu'il est absolument nécessaire d'agir de telle ou telle façon, il agirait en conséquence.

Mais je ne crois pas que ce soit une raison vraiment valable de maintenir un accord qui, en apparence, est une entente librement consentie, mais qui n'est en réalité qu'un trompe-l'œil voilant la pénétration légalisée de notre espace aérien et, dans une certaine mesure, de notre espace terrestre, outre la présence d'armes nucléaires au-delà du sol américain et, soit dit ironiquement, à un moment où les États-Unis eux-mêmes considèrent que l'ennemi possible pour lequel les installations originelles de radar furent créées n'est plus celui du début. Il est maintenant question d'un nouveau système ABM dirigé vers l'ouest plutôt que vers le nord.

En d'autres termes, la fin réelle pour laquelle le système de radar fut originellement installé dans le Nord canadien n'est plus regardée par les stratégestes militaires américains que comme chose secondaire sous le rapport de la menace dirigée contre le territoire des États-Unis.

**M. Stewart (Cochrane):** Mais elle n'est pas éliminée?

**Le professeur Brecher:** Non. Mais je prétends toujours qu'il nous appartient de décider, que les États-Unis affirment ou non leur volonté, et que leurs intérêts soient ou ne soient pas en jeu.

On m'a toujours dit, d'aussi loin que je puisse me souvenir, qu'en fin de compte le Canada doit faire sienne la façon de sentir et de penser de l'Amérique du Nord. J'estime que la conclusion logique à tirer de cette situation revient à une fusion totale du Canada avec les États-Unis, conclusion que je n'accepte pas et que la plupart des Canadiens, je crois, n'accepteraient pas.

• 1700

Nul besoin de passer d'un extrême à l'autre. Je ne veux pas donner à entendre que la coopération avec le voisin géographique est indésirable. La question est de savoir dans quelle mesure et dans quelle situation nous pouvons réaliser les objectifs que nous nous fixons nous-mêmes comparativement à d'autres options politiques. Si notre objectif consistait à ne pas nous aliéner les États-Unis, alors je reconnaitrais que tout ce que vous nous avez dit est valable. Je ne crois toutefois pas que le désir de ne pas nous aliéner ce pays soit une politique suffisamment valable pour un état indépendant. Il doit y avoir quelque chose de plus que cela.

**M. Stewart (Cochrane):** Ne convenez-vous pas que nos relations avec les États-Unis sont exceptionnelles? Elles ne sont pas comme les